REPORTAGE SIDI MOUMEN, LA CITÉ QUI CRAQUE

INTERVIEW "LE MAROC VIT UN ÉVEIL RELIGIEUX... ET LAÏC"

TELQUEL

■ N°407. Du 16 au 22 janvier 2010. 15 DH. 3 €

LE MAROC TEL QU'IL EST

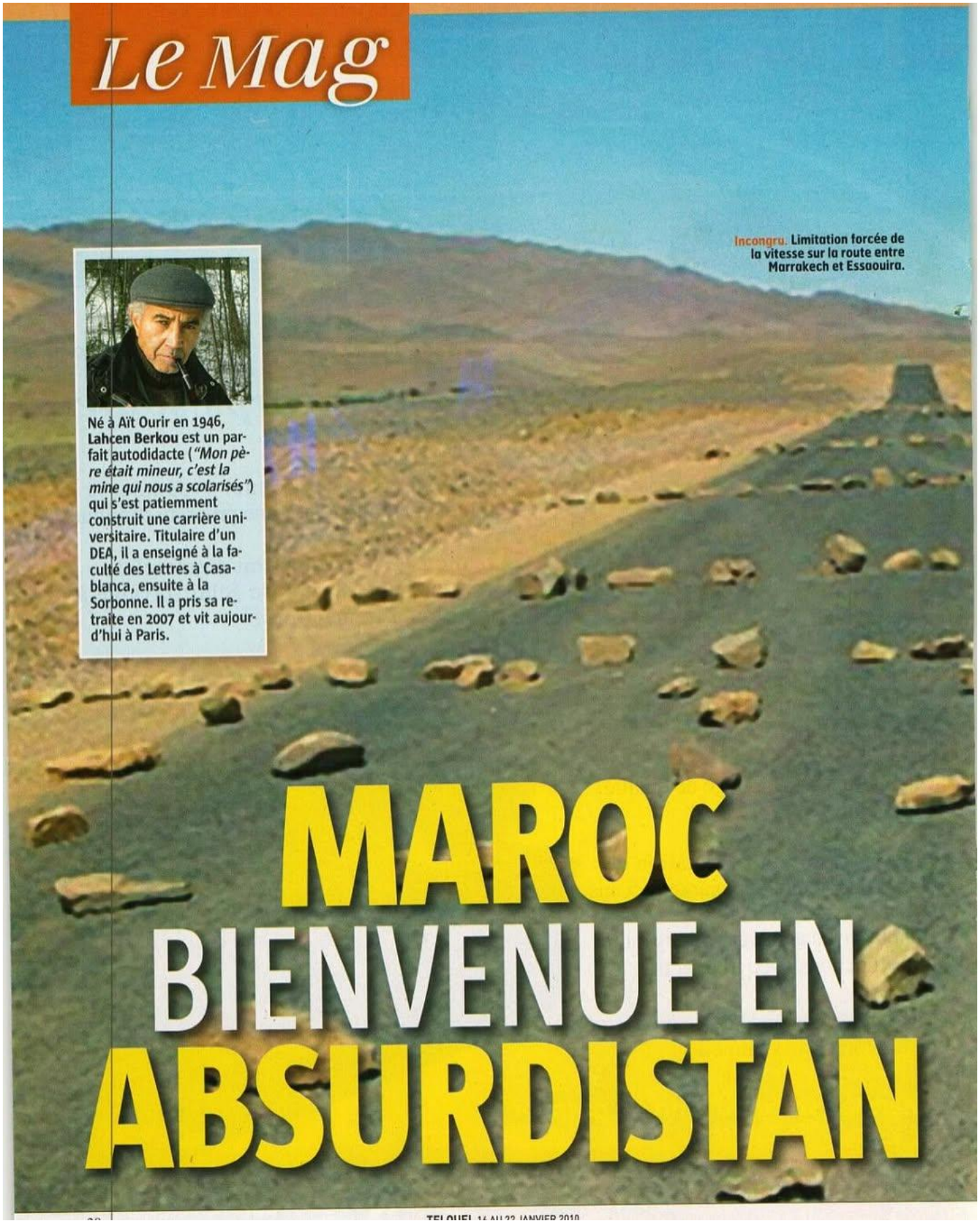
AU ROYAUME DE L'ABSURDE

La société marocaine est devenue une jungle livrée à la loi du plus fort – c'est-à-dire du plus riche. Les droits ? Une arme pour combattre "les autres". Les devoirs ? Une contrainte à laquelle il faut échapper par tous les moyens. La modernité ? Un mot vide de sens...

Plus qu'une analyse crue de notre société, *TelQuel* lance un **véritable cri du cœur**

La loi interdit d'abattre les palmiers pour édifier des murs ? Qu'à cela ne tienne...

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : AHMED R. BENCHEMSI



Incongru. Limitation forcée de la vitesse sur la route entre Marrakech et Essaouira.

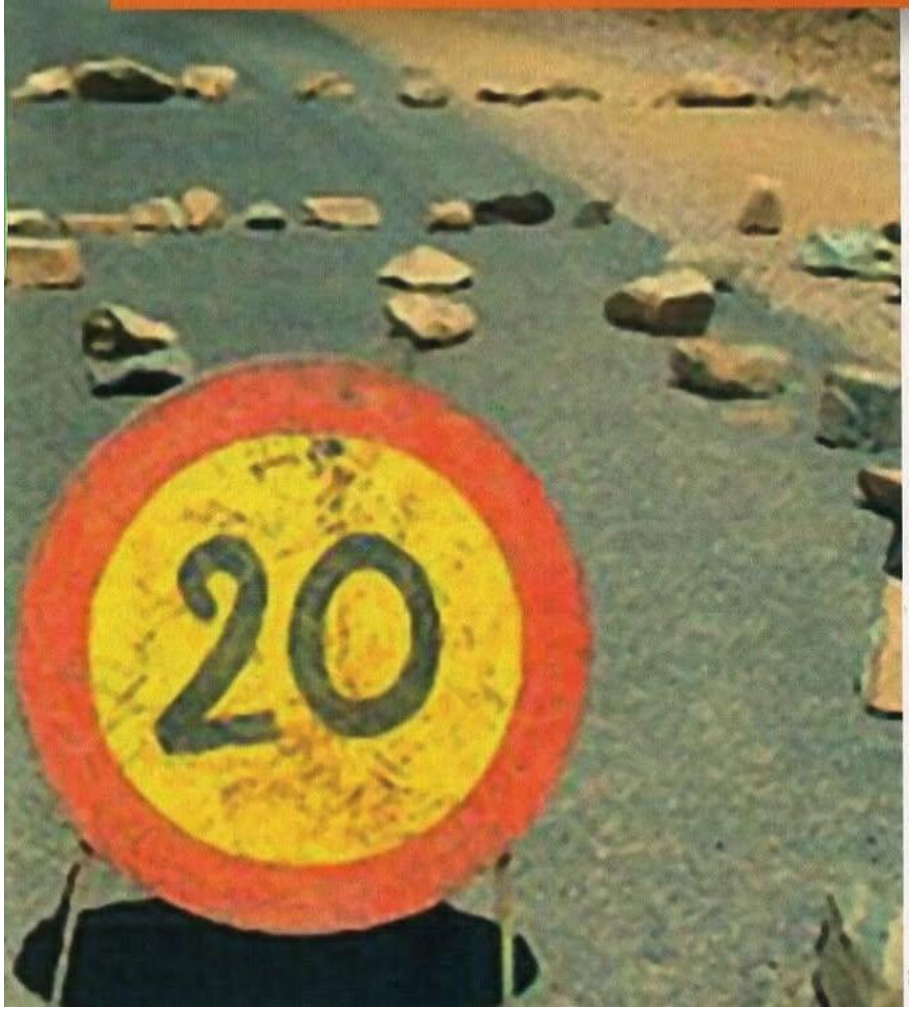
Né à Aït Ourir en 1946, **Lahcen Berkou** est un parfait autodidacte (*"Mon père était mineur, c'est la mine qui nous a scolarisés"*) qui s'est patiemment construit une carrière universitaire. Titulaire d'un DEA, il a enseigné à la faculté des Lettres à Casablanca, ensuite à la Sorbonne. Il a pris sa retraite en 2007 et vit aujourd'hui à Paris.

MAROC
BIENVENUE EN ABSURDISTAN

Une fois n'est pas coutume : le dossier que *TelQuel* vous propose cette semaine n'est ni une enquête journalistique, ni un reportage de terrain. Il s'agit plutôt d'un cri – celui d'un intellectuel marocain brillant mais méconnu, qui assume pleinement sa subjectivité.

Avec sa raison mais surtout avec ses tripes, Lahcen Berkou dénonce "les turpitudes et les contradictions d'une société marocaine à la dérive", devenue "une jungle livrée à la loi du plus fort, où l'individualisme s'est incrusté avec cette violence qui caractérise la prédation". Aux nantis obsédés par "la frime", les couches populaires "opposent sans complexe une anarchie désarmante, écho de la Siba de naguère". Quant aux "contraintes liées à l'exercice du droit et des libertés", chacun, riche ou pauvre, s'évertue à s'en exonérer, ajoutant à "la raison du plus fort" celle... du plus malin.

Une analyse crue, sans concession, salutaire – à lire d'urgence.

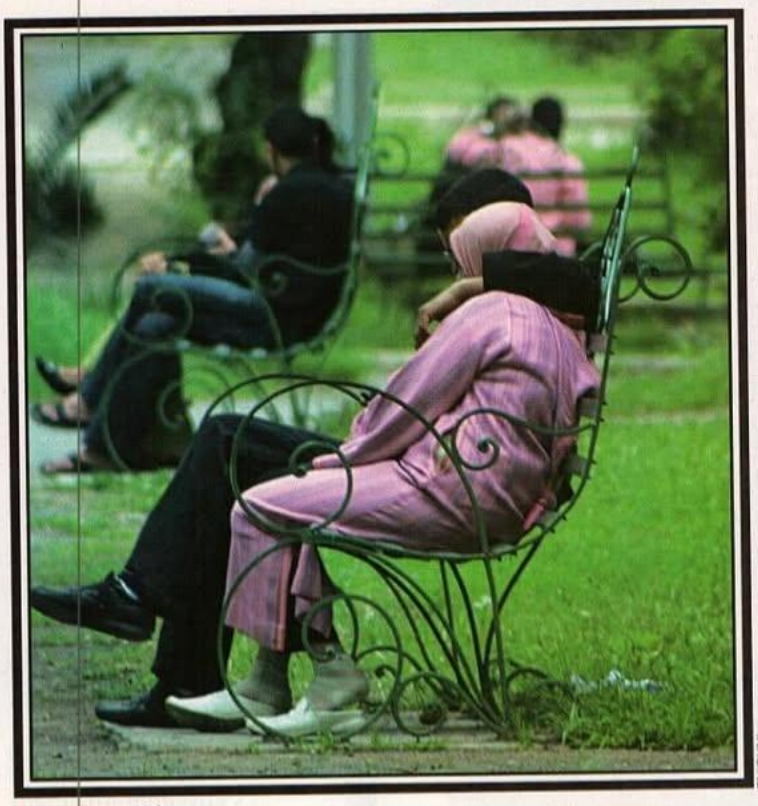


DR

La société marocaine a la certitude de s'être définitivement installée dans la modernité. Une "modernité" visible, évidente, nous répète-t-on. La pensée commune s'entête et l'affirme comme allant de soi. Certes, on voit bien que la classe moyenne accède de plus en plus à la consommation des biens d'équipement moderne. Mais il est faux d'établir, de fait, une adéquation entre l'appropriation de ces "signes" et la revendication de la modernité. Le pas serait abusif.

LA MODERNITÉ, CETTE ILLUSION

En réalité, la modernité ne se dévoile pas sur les murs et les enseignes. Elle ne se rencontre pas dans les parcs, les supermarchés et les réseaux autoroutiers. Pas plus qu'elle ne se laisse réduire aux artefacts de la consommation, aussi moderne soit-elle. Non. La modernité se donne à lire dans l'aptitude à une bonne et authentique gouvernance, au niveau politique. Elle



TINOUNI

Contradiction. Même en amour, la classe moyenne hésite entre tradition et modernité.

s'appréhende dans les capacités d'une société à se construire un espace de citoyenneté qui met en scène l'individu souverain dans ses actes et dans ses engagements, quand ils sont gouvernés par la raison et affranchis de toute transcendance. La raison confère à l'individu sa pleine liberté de citoyen qu'il exerce en convoquant, dans l'exercice de la liberté, l'expérience des limites qu'elle lui impose.

On ne conçoit pas une liberté qui nie celle des autres ou qui la contrarie. C'est un lieu commun. La liberté est un continuum où les contiguïtés de ses représentations et de sa pratique édifient un espace civique où s'assument les droits et les devoirs inhérents au principe de responsabilité citoyenne. Penser son individualité et faire valoir sa liberté, c'est assurément une façon de se tourner vers la modernité.

Les sociétés traditionnelles revendiquent, certes, les mêmes caractères "d'individualité" et de "liberté". Mais en les "diluant" dans et pour la pérennité du groupe. Par ailleurs, ces sociétés règlent leur présent sur l'invocation de leur passé. Leur présent n'est alors qu'une contextualisation figée de leur passé, à travers les rites, les coutumes et les traditions intériorisées.

C'est que la modernité n'est pas donnée une fois pour toute. Elle ne connaît pas l'immuable. Elle admet ; elle appelle les ruptures. On n'est pas installé dans la modernité quand le poids, les lourdeurs du passé gèrent le présent et l'avenir. La modernité est un projet d'émancipation sociale, sans cesse renouvelé. Un projet inachevé, qui a le mérite d'inciter à une constante remise en question de soi, des normes et des valeurs sociales. Entrer dans la modernité, c'est tout simplement vivre avec son temps.

L'ESPACE PUBLIC, CE BIEN COMMUN

De tout temps, les sociétés humaines ont œuvré, chacune dans sa singularité, à l'édification d'un espace public, enjeu de leur cohésion sociale. Des grottes du néolithique aux steppes de l'Asie centrale, des savanes africaines à la place de mai en Argentine, en passant par l'Agora des Grecs, les sociétés humaines, selon leur génie, ont construit leur espace public, en y privilégiant une aire de pratiques et de représentations visant à une régulation des mœurs et des conduites des groupes sociaux.

Les Grecs, bien évidemment, ont marqué l'histoire universelle. On a davantage retenu l'Agora que le baobab ou l'arbre à palabres des sociétés africaines traditionnelles. Le modèle grec a inspiré l'espace social de l'Europe, comme il lui a fourni les fondements de ses démocraties, politiquement parlant.

La modernité n'est pas donnée une fois pour toutes. Elle ne connaît pas l'immuable.

Elle admet, elle appelle les ruptures. C'est un projet d'émancipation sociale, sans cesse renouvelé, inachevé, qui a le mérite d'inciter à une constante remise en cause.

La structuration de l'espace public en tant que champ de l'agir individuel et collectif est consubstantielle des enjeux de société qu'il porte et incarne. Un espace régi par des velléités coercitives inhibe les réseaux d'interactions des hommes, leur volonté, leur liberté. Il force à une crispation des mentalités. Un tel espace de "forclusion" génère de la violence, intériorisée ou flagrante, parce que les hommes ne s'y reconnaissent pas, ne le reconnaissent pas comme "un bien commun", selon l'expression d'Aristote.

L'espace marocain, quant à lui, ne souffre plus de ces coercitions d'antan. Mais il continue de porter les stigmates d'un régime défunt. Il peine à se libérer de lui-même. Enchaîné aux réflexes de survie, il manifeste encore les turpitudes et les contradictions d'une société à la dérive. Il est loin d'avoir atteint un semblant de citoyenneté. C'est bien un espace public, comme une jungle est une jungle. L'individualisme s'y est incrusté avec cette violence qui caractérise la prédation. Le fort y est fort, le faible y est faible. Les deux y sont liés par ce fatal attrait du prédateur pour sa proie.

Livré à la raison du plus fort, notre espace public prédispose à une mentalité agressive du "bec et de la griffe", selon la formule de Jean-Marie Pelt (*La raison du plus faible*, Ed. Fayard, 2009). Le principe qui régit les relations individuelles se résumerait dans ce mot d'ordre, résonance d'un écho primitif, forgé par le même Pelt : *"Mangez-vous les uns les autres"*. On serait en peine de déceler, à l'intérieur de cet espace, la figure du citoyen responsable, respectueux de lui-même, des autres et du bien commun.

Le paradoxe de l'espace public marocain, c'est qu'il se réclame d'un changement longtemps espéré, enfin advenu, en même temps qu'il mobilise et convoque, pour son fonctionnement, des attributs de stéréotypies de comportements et de conduites archaïques ou anachroniques. Le changement n'est que représentation de façade, les mentalités demeurent les mêmes, au point qu'il n'est pas abusif de penser que l'espace public est gangréné par cette contradiction : changer pour rester le même ou rester le même dans le changement. Une quadrature du cercle. L'espace public marocain a sa propre grammaire. Il s'y pratique une conjugaison rigide de l'un sans les autres, sans le tout.

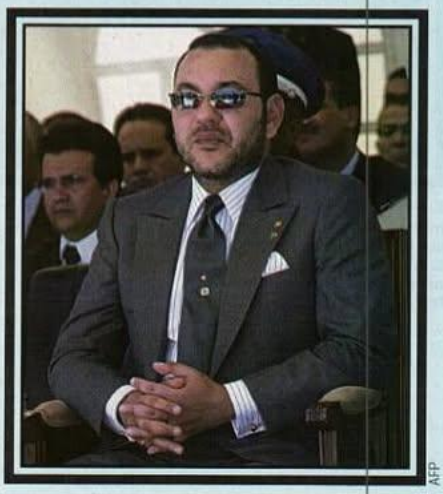
CLASSE MOYENNE, PARLONS-EN

La classe moyenne, aux contours encore indéfinis au Maroc, aime bien afficher son statut et ses privilèges, légitimes et prétendus comme tels, toujours de manière ostentatoire et souvent

TENDANCE

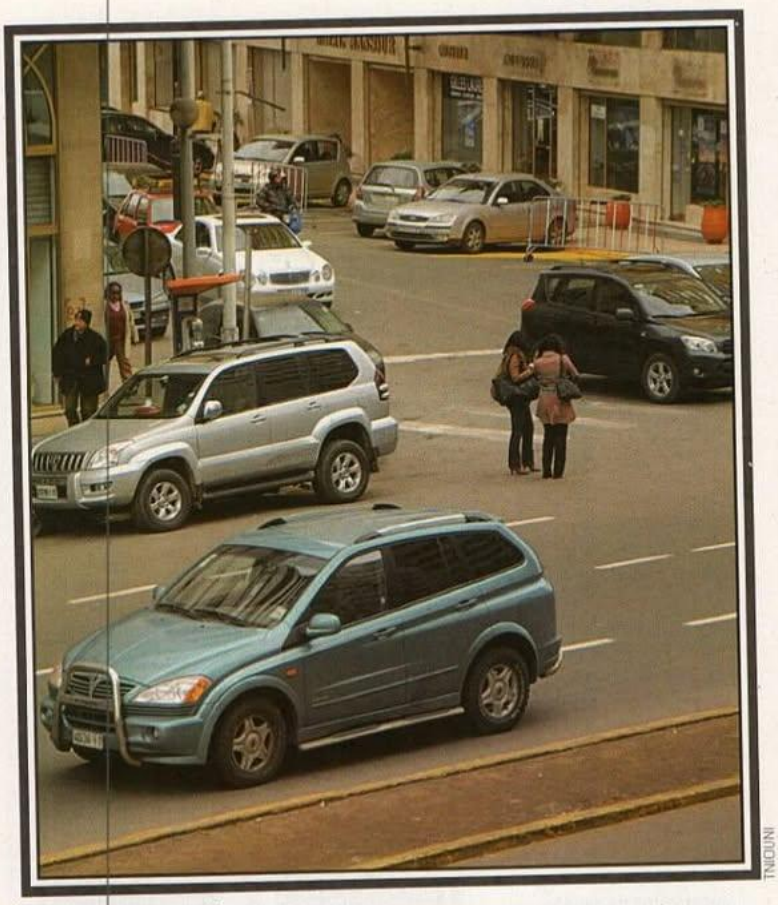
"Vive le roi, *Vive le Je !*"

Nul doute que l'avènement de Mohammed VI aura débridé les esprits longtemps aliénés, réhabilité la parole injustement confisquée, fait éclater nombre de tabous. L'évènement est d'importance. Mais, comme la boîte de Pandore, il n'aura pas répandu que des bienfaits. Il aura provoqué, dans son sillage, ce que les stratèges, d'un euphémisme douteux, ont nommé "des dégâts collatéraux". Recouvrant leur liberté, les Marocains, encore maladroits dans le délicat exercice des libertés auquel ils ne se sont pas préparés, ont versé dans tous les excès. Désormais, la liberté est perçue comme un sauf-conduit pour toute forme de débordement. Le Marocain, hier séquestré dans le noir obscur, revendique, tapageur et forcené, un individualisme tenace et démesuré, violemment aveuglé par le nouvel éclat. Rien ne doit plus pouvoir contrarier ce que le Marocain découvre avec délectation : sa liberté, cette faculté non monnayable qui l'autorise à braver tout et tout le monde. Le bon sens a abdiqué devant une telle conquête. Et, tandis que certains caciques de l'ancien régime rasent les murs, le Marocain, exultant, crie sur les abords du cortège royal « Vive le Roi », pensant secrètement, bravache : « Vive le JE ». L'espoir d'une conscience collective de ce que devrait être "le bien commun" s'en est trouvé davantage fragilisé, le cédant à un ego surdimensionné, source des convulsions qui secouent l'espace marocain. "C'est mon droit", "J'ai le droit", "Je fais ce que je veux, où je veux, comme je veux, quand je veux" est le nouveau paradigme, la nouvelle ossature qui charpente cette forme de pensée unique, anarchique, et structure les comportements déviants qui lui sont sous-jacents. La morale s'emballe dans les remous de cette frénésie de l'affirmation du Moi qui évacue de ses impératifs les contraintes (devoirs et obligations) inhérentes au principe supérieur de responsabilité. ■



AFP

Nouvelle ère. Les Marocains, encore maladroits dans le délicat exercice de la liberté auquel il ne se sont pas préparés, ont versé dans tous les excès.



TNICUNI

Automobile. Tandis que le monde entier porte son effort sur la réduction de l'effet de serre, notre classe moyenne opte pour les 4x4, réputés très polluants.

vulgaire. Elle ne semble pas avoir fait sien l'adage de prudence : *"Pour vivre heureux, vivons cachés"*. Attitude de classe et de parvenus en mal de reconnaissance, qui aspire à un double effet de distanciation et de proximité. Au premier est dévolu le rôle de maintenir et d'accentuer les écarts symboliques de classe en déployant des attributs matériels réputés hors d'atteinte des couches sociales à revenus faibles. Au second est affectée l'ambition d'affirmer la maîtrise des codes sociaux des classes dirigeantes détentrices des modèles dominants du marché symbolique du pouvoir.

Obnubilée par son désir d'assimilation, la classe moyenne pèche par excès de zèle, adopte puis adapte, dans leur forme caricaturale, les traits distinctifs convoités. La voiture en est un exemple emblématique parce qu'elle permet, grâce à son rayon d'action, à sa visibilité, une meilleure diffusion des manières et des manies qui font sa marque de fabrique, son "appellation d'origine contrôlée". La classe moyenne n'a pas l'âme écologique. Les pays industrialisés portent leurs efforts sur la réduction de l'effet de serre qui hypothèque l'avenir de la planète. En matière automobile, les constructeurs ont opté pour des véhicules à faible consommation d'énergie, sous la pression de l'opinion publique avertie et des courants du développement durable. La classe moyenne marocaine, elle, affectionne et collectionne les marques cotées, en particulier les "quat'quat", gourmands et polluants. Qu'à cela ne tienne, la parade n'a pas de prix. Il s'agit de montrer les accessoires fétiches d'une proximité au pouvoir central. Et, comme deux précautions valent mieux qu'une, un soin particulier est apporté au choix de la couleur des véhicules. Qui a dit que le noir n'est pas une couleur ? Si, si ! Celle des cortèges royaux, des officiels, des habitués des méchouars, ou des cabinets occultes. En un mot, du Pouvoir. C'est bien de cela qu'il s'agit. La classe moyenne entend bien faire savoir qu'elle a du pouvoir. Le pouvoir d'achat n'est qu'anecdotique pour elle, même si elle tire le diable par la queue, comme tout le monde, dans le secret des découverts bancaires ou des crédits à répétition.

Donner le change est le mode opératoire de cette élite. Tout est dans une représentation théâtrale, tragi-comique. Cet habitus est poussé dans son expression la plus caricaturale, grossière, chez certains qui jettent leur dévolu sur une marque précise. Ils commandent, quand ils n'exigent pas de leur vendeur ou de leur concessionnaire, que leur BMW ou leur

S'en remettre à Dieu à chaque transgression, c'est se retirer du monde en se mettant en marge des institutions des hommes, en négligeant de contribuer à consolider les prémices d'une modernité fragile qui peine à

Mercedes satisfasse à ces impératifs : teinte noire métallisée, vitres teintées et plaque minéralogique de RABAT. Ces détails ne sont pas anodins, tant ils signifient socialement une démarche puérile et agressive. Puérile parce qu'elle procède d'une mystification propre à faire croire, en en exhibant quelques oripeaux, quelques artifices, à une appartenance au sérail du Palais royal. Agressive car elle marque une stratégie d'intimidation et de violence symbolique, déployée comme mode de neutralisation des identités des classes déshéritées ou de leurs prétentions à la modernité.

CASTE, FRIME ET SIBA

La classe moyenne négocie tout le temps sa contiguïté avec le pouvoir central. Elle tire de ses tentatives et de ses réussites en la matière (si tant est que l'on puisse parler de réussite) des avantages certains qu'elle expose avec la vanité et l'orgueil morbides qui siéent aux arrivistes, affairistes, carriéristes, opportunistes et suppôts de tout poil. Le credo de cette nouvelle "caste" est des plus simples : montrer ce qu'elle a et se montrer telle qu'elle n'est pas. Digne héritière du machiavélisme, elle se nourrit du cynisme de cette doctrine, en irrigue la pensée commune et affecte les comportements sociaux dans leur globalité. Toute fin justifie tous les moyens : tel est le levier de la machinerie, voire de la machination, mis en œuvre.

En se prévalant, à la fois de ce qu'elle ne peut être (réellement au cœur du pouvoir) et de ce qu'elle représente objectivement, la classe moyenne s'enferme sur elle-même, joue des coudes, inlassablement, pour s'assurer une respectabilité de façade, se tailler une portion gourmande de privilèges usurpés, par le biais du clientélisme, des passe-droits. Le tout pour parachever, en un mot, l'impunité, l'intouchabilité derrière lesquelles elle court et s'affaire. Ce modus operandi n'a d'autre raison que de se soustraire aux lois et règlements bafoués avec la plus grande négligence, la plus condamnable des légèretés. L'idée, aussi saugrenue soit-elle mais très largement partagée, c'est que les lois et les règlements ne sont faits que pour les va-nu-pieds, les enturbannés, les voilées ou les crânes rasés. La classe moyenne ne s'applique qu'une seule règle : se jouer de toutes les règles avec, en prime, une tendance à en jouer, à frimer de tous les feux.

A ce jeu-là, elle aura réussi à enflammer le pays. Le feu couve partout. Et personne n'est disposé à jouer les pompiers. Pas même les supposés "va-nu-pieds", ébouriffés de misère intellectuelle et morale. Dans leur frénésie à imiter tout et n'importe quoi, ils en font trop et exagèrent, dans leurs pratiques sociales, dans leurs représentations, dans leurs désirs, le cycle de reproduction des modèles des nantis. C'est ce que les sociolinguistes ap-

Le changement n'est que représentation de façade, les mentalités demeurent les mêmes. L'espace public marocain est gangréné par cette contradiction : changer pour rester le même ou rester le même dans le changement.

SYSTÈME D

La loi du plus *débrouillard*

On peut dire qu'une frange non négligeable de Marocains a acquis le réflexe de "se débrouiller" avec ce qui la gêne. Elle ne s'en débarrasse pas. Elle s'en accommode moyennant quelques arrangements complices et corrompus. La débrouillardise est érigée en valeur cardinale qui gouverne ses intentions comme ses projets, ses actes comme la mentalité qui les anime. Tout nous gêne. Les lois, les règlements, les devoirs, les engagements, le respect des autres et de l'espace social, le présent et l'avenir. La modernité, sans lendemains, est jetée en pâture aux appétits les plus immédiats. La corruption est logée dans l'œil du policier qui vous toise, raide et faussement débonnaire. Elle est lovée, comme une verrue, dans la main moite et avide de l'infirmier, du moqaddem , du caïd, etc. La moralité est saignée de partout. Le mal enfièvre le pays tout entier.

Alors on redouble d'adresse pour se mettre à l'abri de ce que dit le droit. Les uns comme les autres se constituent carnets d'adresses et réseaux d'intermédiaires occultes. Les uns et les autres valent ce que valent leurs protecteurs. La loi ne vaut rien, elle. Les passe-droits, le clientélisme, ont raison d'elle. ■

TNOUNI

Corruption. Il y a ceux qui négocient leur impunité dans les salons privés, et d'autres qui la négocient directement avec le moqaddem, le chaouch... Les Marocains (toutes catégories sociales) pensent que les lois sont faites pour les autres.

pellent un phénomène d'hypercorrection. Eux aussi friment, de rien, pour rien. Ils "se la jouent", comme on dit vulgairement. Ils jouent si bien qu'ils rendent leur pièce aux nantis de tout bord, et leur dament même parfois le pion. Et pas qu'aux nantis, Eux aussi ont mis le pays sous coupe réglée. Ils ne négocient pas leur impunité dans les salons privés ou sous les lambris des grands ministères. Le moqaddem, le chaouch, le khalifa ou même le Si An-Naïb (le député du coin) sont leurs alliés, leurs acolytes. C'est qu'ils ont le bras long, eux aussi. Il ne faut pas croire. Selon eux aussi, les lois sont faites pour les autres, mais surtout pas pour eux. Ils sont au-dessus et ils payent pour ça. Demandez au gendarme ou au policier qui se pointent, comme des métronomes, le 5 du mois, ou le 15, au rond-point ou au virage le plus vicieux, pour arrondir leurs fins de mois. Il faut bien qu'ils vivent, eux aussi. Ce ne sont pas des chiens, même s'ils mènent une vie de chien et que tout les enrage. Eux aussi !

Il faut comprendre tout ce monde, même si tout le monde ne comprend rien à tout cela.

Tout est interprété puis transformé, c'est-à-dire dénaturé, pourvu que soient satisfaits les petites affaires du sordide quotidien, les petits intérêts mesquins. Le feu rouge n'est rouge que si l'on veut qu'il soit rouge ; quant au vert, il est totalement inutile, redondant.

LE TEMPS DE LA TÉLÉ-MODERNITÉ

La "modernité", tous y tiennent, vent debout. Nos concitoyens se sont affranchis des couscoussiers qui pullulaient sur leurs terrasses il y a une vingtaine d'années, aujourd'hui remplacés par les paraboles. Et les images de la télévision ont radicalement transformé leur univers social, violemment perturbé leurs représentations du monde. Leur monde n'est plus au coin de chaque rue. Il est médiatisé au travers des spots publicitaires venus d'ailleurs, qui vantent l'ailleurs, ses temples de consommation et leur démesure. La modernité sur laquelle fantasment les déshérités est une coquille évidée qui n'a aucun sens dans un espace social alourdi par des archaïsmes tenaces, rebelles aux changements structurels. Leur modernité est factice, corrompue et dévoyée. Elle est "attrapée" comme des benêts attraperaient des mouches avec du vinaigre, de loin. Leur modernité, saisie par la lucarne des téléviseurs, n'est qu'une "télé-modernité".

Les déshérités livrent bataille aux cols blancs, aux mains sales, aux nantis, sur les marges de l'espace social. Mais les uns comme les autres participent à la décomposition de ce qui ronge le pays : les mentalités, en tout point rétrogrades et violentes. Personne ne s'enhardit à trancher net avec ses réflexes, ses habitudes qui oblitèrent et condamnent les voies vers une authentique modernité. A la frime, les couches populaires opposent, sans concession, sans complexe, une anarchie désarmante (naguère dénommée, en dialectal, Siba). Le mot d'ordre est simple : se sortir de toute situation, en y mettant le prix le plus insi-

gnifiant et par des détours qui ne s'embarrassent pas de scrupules. Tout est interprété puis transformé, c'est-à-dire dénaturé, pourvu que soient satisfaits les petites affaires du sordide quotidien, les petits intérêts mesquins. Le feu rouge n'est rouge que si l'on veut qu'il soit rouge ; quant au vert, il est totalement inutile, redondant, en l'occurrence, dans cette logique. Les "deux roues" ont bien un casque, mais il trône sur le guidon, quand il ne sert tout bonnement pas de panier à légumes. Les jeunes s'amusent à narguer les voitures et la mort, en décrivant, au beau milieu de la chaussée, des ronds de vélo ou des huit hasardeux, sans aucun souci. Inutile de les rabrouer, ils recommenceront quelques mètres plus loin, en vous gratifiant de quelques insanités du cru.

Notre espace public échappe donc à la raison. En tout cas, à une raison reconnaissable. Chacun s'évertue à s'exonérer des contraintes liées à l'exercice du droit et des libertés. L'Etat et ses instances garantissent, en théorie, ce que le sociologue Jean-Daniel Raynaud appelle le contrôle formel, à travers lequel il applique des "sanctions institutionnalisées". En pratique, force est de constater que l'Etat est bien en peine d'exercer son contrôle social, handicapé par son corps gangréné (la dépravation constatée chez les auxiliaires de police et de justice, les agents de la fonction publique). Le phénomène est d'ampleur. Au point que l'Etat, comme la société, débordé, tétanisé dans son impuissance à l'enrayer, s'accommode de toutes les formes de déviance. L'absence de l'Etat ou sa démission n'est pas sans conséquence. Elle favorise l'intrusion, dans le champ du contrôle social informel (les interactions de la vie quotidienne), de voix nouvelles qui s'autorisent de nouveaux discours, revendiquent et imposent un autre paradigme de légitimité : le paradigme religieux comme alternative au désordre social. Ses injonctions d'un autre temps ruinent la crédibilité largement entamée de l'Etat et de ses efforts pour inscrire la société marocaine dans son projet d'émancipation et d'éligibilité à la modernité.

FAIRE DU NEUF AVEC DU VIEUX

Aidé par les slogans vides qui lui tiennent lieu de vecteur, le discours religieux, ou faussement religieux, compromet toute velléité de consensus dans le processus de légitimation de la modernité. La mobilisation autour du "dissensus" auquel ce discours appelle trouve écho dans les couches les plus perméables à un certain islamisme rampant, parfois radical.

L'islamisation de l'espace public avan-

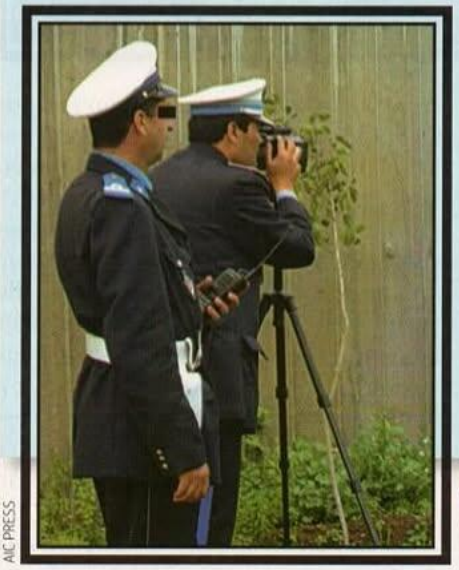
RÉFLEXE

La peur du flic, mode d'emploi

Ailleurs, dans les démocraties, la peur du flic ou du gendarme traduit la peur des citoyens de contrevenir au droit et donc de se voir infliger de justes sanctions. Elle exprime aussi l'intransigeance des représentants de la loi qui ont mission de l'appliquer équitablement et avec rigueur. Leur honnêteté, leur civisme engagent ceux des autres citoyens.

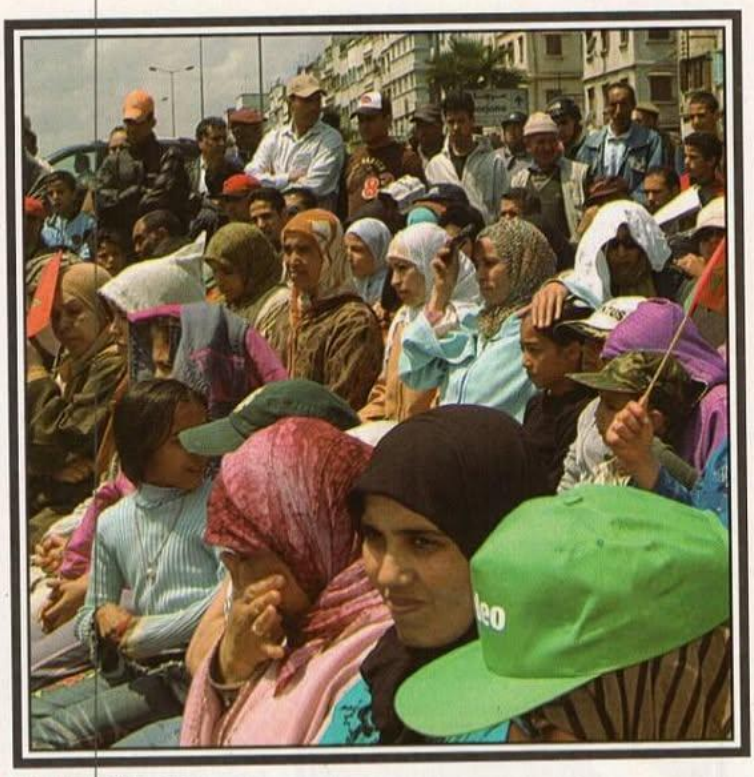
Le Marocain, lui aussi, a peur du policier. Mais son civisme et sa citoyenneté sont enfouis au fond de sa poche où il tente de dégoter quelques pièces pour le policier qui l'attend, au même endroit. Il ne se soucie guère de vérifier s'il emporte avec lui les papiers de son véhicule. Dieu l'accompagnera de toute façon dès l'instant où il mettra les pieds dehors. Et la modernité, dans tout cela ? Casse-tête, trop compliqué, un truc venu d'ailleurs, de l'Occident, quelque chose de dangereux, attentatoire à l'authenticité.

Pour leur part, le policier et le gendarme font une lecture sémiologique tronquée de leurs instruments de travail. Le radar portatif est leur filet, une machine à sous dont chaque prise équivaut à une jubilation. Dommage parce que le radar, c'est tellement plus, autre chose. Porté par un agent assermenté, il garantit l'autorité de l'Etat en rappelant toute sa rigueur objective à tout contrevenant. Et assure, surtout, la sécurité des usagers de la route. Les contrôles auxquels ceux-ci sont soumis doivent logiquement les inciter au respect de toutes les dispositions légales. C'est ainsi que s'appréhende, dans sa simplicité, le sens "dénotatif" lié au terme radar. Son contenu "connotatif" est plus étoffé : respect des lois, de la liberté d'autrui, sens des responsabilités, civisme, courtoisie, autant de traits auxquels renvoient les fonctions attachées au radar et qui balisent, par leur observance stricte, le chemin de la citoyenneté. Chez nous, en "Absurdistan", nous sommes bien entendu loin de tout cela. ■



AIC PRESS

Phénomène. Au lieu de garantir l'autorité de l'Etat et la sécurité des usagers de la route, le radar portatif est devenu une machine à sous dont chaque prise équivaut à une jubilation.



AIC PRESS

Islamisme. L'absence de l'Etat et la faillite du politique ont laissé le champ vide au discours religieux devenu régulateur de l'espace public.

ce à marche forcée et l'on ne compte plus les véhicules qui arborent, sur leur pare-brise arrière, des versets du Coran invitant à "ne pas oublier d'invoquer Allah". Le salut résiderait dans cette ultime et suprême invocation qui prémunirait de tout et de tous. Mais si, d'aventure, elle venait à ne pas suffire, des calligraphes anonymes ne manqueraient pas, pour vous conseiller, pour votre salut, en toutes circonstances et en dernier ressort, de vous en remettre à "Dieu, clément et miséricordieux". Le credo ne date pas d'aujourd'hui.

La faillite du politique et les nouveaux dérèglements sociaux ont laissé le champ libre aux spéculations les plus douteuses sur la puissance du religieux, seul à même de rétablir la paix sociale, en moralisant les mœurs et en retournant aux fondamentaux de l'islam. Une entreprise anachronique et passéiste qui trouve entrepreneurs nouveaux et relais efficaces.

Faire du neuf avec du vieux, pourquoi pas, si nous ne savons pas y faire avec le neuf ou s'il n'est pas taillé pour nous. Seulement voilà, les "entrepreneurs de morale", selon l'expression du sociologue Howard Becker, tentent d'imposer de nouvelles normes de conduite dans lesquelles s'inscrivent, comme en négatif, tous les travers, toutes les déviances. Les versets du Coran couvrent les pare-brise des véhicules et appellent à la moralisation forcée des comportements et des mœurs. Mais ceux qui participent à ce mode de diffusion ne sont pas les moins portés sur les incivilités et les dérogations aux règles de sécurité et de courtoisie de la route. Les voitures s'improvisent en minbars et en tribunes pour la prédication et le prosélytisme. Elles servent de relais à une violente croisade qui fait fi des libertés publiques ou des règlementations de la voie publique.

S'en remettre à Dieu à chaque transgression, c'est se retirer du monde en se mettant en marge des institutions des hommes, en négligeant de contribuer à consolider les prémices d'une modernité fragile qui peine à affirmer sa rationalité. Il n'est pas sûr que les nouveaux entrepreneurs aient pris toute la mesure de ces enjeux. Et il est permis de douter de leur volonté d'y souscrire. Le sort des hommes ne les intéresse pas. Ce qui les motive est de l'ordre du divin, transcendant tout. L'au-delà est leur seul enjeu. La société, ses hommes, ses règles et ses lois sont relégués au second plan de leurs préoccupations.

SISYPHE, VERSION MAROCAINE

Ces postures de repli ne portent pas à la grandeur tant elles cultivent les paradoxes et réduisent les atouts de la modernité. Les mosquées, lieu de leur prédilection, ne désemplissent jamais. Elles débordent jusque sur la voie publique et dérèglent la circulation. Bouscu-

L'islamisation de l'espace public avance à marche forcée et l'on ne compte plus les véhicules qui arborent, sur leur pare-brise arrière, des versets du Coran invitant à "ne pas oublier d'invoquer Allah".

ler l'ordre profane pour que s'épanouisse le sacré, là réside le sens de cet activisme moralisateur. Là se lisent tous les désordres. Il n'y aurait rien à redire si tout cela donnait à observer dans le tissu social quelque effet de rectitude morale ou de redressement des comportements déviants. Il n'en est rien. Toutes proportions gardées, l'afflux vers les mosquées n'est que l'occasion d'une cérémonie pénitentielle au cours de laquelle chacun vient trouver absolution à ses péchés. Les mosquées semblent coupées des réalités sociales dont, naguère, elles ont fait leur pain quotidien. Leur emprise, en tout cas, sur l'hypocrisie générale est amoindrie. Tous les enturbannés, les barbus ou les imberbes qui se déversent sur les trottoirs, après les prières, oublient allègrement sermons, versets et hadiths pour se remettre à cracher à vos pieds, multiplier les jurons, etc. Ils sont prêts à refaire le plein des incivilités, des entorses à la loi, des manquements aux devoirs, en attendant le prochain office du vendredi saint qui les lavera, de nouveau, bien blancs. Le mythe de Sisyphe version moderne, et marocaine, en quelque sorte. Absurde.

Les Marocains cultivent le paradoxe. Les désordres qu'ils produisent dans leur espace ne sont jamais perçus comme la conséquence des dérives et des manquements de chacun. La responsabilité est rejetée sur les "autres", entité diffuse et anonyme. *"L'enfer, c'est les autres"*, comme l'écrivait Jean-Paul Sartre.

LES INCERTITUDES DE LA TRANSITION

Que les Marocains s'accablent de violentes invectives, est le signe que la société ne s'est pas libérée des brutalités et des exactions d'hier. L'enfer, assurément, est partout. Il provient de loin. De l'histoire récente du pays, de ses années dites de "plomb" qui ont creusé le lit de tous ces dérèglements dont les mentalités portent toujours les stigmates.

Peut-être faudra-t-il accepter l'idée que ces bouleversements soient naturellement inhérents à toute transition. Et peut-être nous est-il permis de nourrir quelque espoir de ne pas voir le pays sombrer dans le déclin... ■

AUTOMOBILISTES, PIÉTONS...

Société à *irresponsabilité* illimitée

L'espace public a ses règles. Celles du vivre ensemble, celles d'une bienséance, d'un savoir-vivre. C'est ce socle qui fonde la garantie d'un espace civique, stable, gage d'une société apaisée digne avec ses hommes, à leur tour dignes de cet espace. Au Maroc, cette réciprocité s'avère un leurre, à l'examen des occurrences suivantes :

1 **Inutile de rouler en voiture en respectant la limitation de vitesse.** Vous essuieriez les foudres de tous les usagers de la route.

2 **Ne vous croyez pas en sécurité si vous gardez votre droite.** On viendra vous doubler à votre extrême droite, pour se rabattre devant vous. Un bras d'honneur sera votre lot, si vous protestez derrière votre vitre.

3 **Ne vous avisez pas d'essayer de traverser la chaussée, si vous êtes piéton.** On ne vous laissera pas passer et vous vous entendrez traiter de tous les noms d'oiseaux.

4 **Ne croyez pas que la ligne continue vous garantit la vie.** Vous êtes doublé par des véhicules qui chevauchent allègrement la ligne continue. Et dans les deux sens : derrière vous et en face de vous.

5 **Ne vous placez pas derrière un véhicule arrêté à un Stop.** Vous perdriez votre temps. Le gars, confortablement installé dans son 4X4, a arrêté le moteur de son véhicule. Lunettes noires, costume trois pièces, manifestement bronzé aux UV, il téléphone. Il vous foudroie du regard le plus méprisant et continue son manège, sans état d'âme.

6 **Ne levez jamais les yeux au ciel quand vous déambulez en ville.** L'asphalte, aussi bien que les trottoirs, sont souillés de crachats et de glaires peu ragoûtants.

7 **Ne cherchez pas le sens de la queue dans une banque, une administration ou chez un commerçant.** Il n'y en a pas. La file n'existe pas. Elle n'est pas en profondeur. Elle s'étale sur toute la largeur du comptoir. On pousse des coudes ; on passe au-dessus de vous des documents, des chèques, pour vous voler votre tour.

8 **Ne vous étonnez pas de voir un flic chaleureusement entouré du contrevenant, de son copain et de ses cousins.** Les flics adorent le contact humain. Les contrevenants aiment se frotter, de très près, aux flics. Les flics, c'est connu, ce sont des gentils, même flanqués de leurs radars, postés au bout d'interminables avenues où ils semblent attendre d'autres cousins, d'autres meilleures grivoiseries.

9 **Si vous ne démarrez pas au quart de tour, au feu vert, les autres vous aboient dessus, en lâchant sur vous leurs klaxons rugissants.** C'est que le Marocain est pressé. Il n'a pas de temps à perdre. Il participe au développement du pays.

10 **Ne croyez pas qu'un sens unique (panneau d'interdiction) vous garantit la libre circulation.** Le gars que vous rencontrerez, remontant le sens interdit, ne vous laissera pas le passage. Il est pressé et n'a pas le temps de faire le pâté de maison. Alors, il économise son temps, en coupant au plus court. Il est prêt à tout. Gare au gourdin que beaucoup de Marocains planquent dans leurs voitures.

La liste de ces dysfonctionnements et de ces manquements est longue, malheureusement. Ce corpus suffit pour illustrer l'étendue du désastre. La vague d'incivilités ne semble épargner personne. S'il se trouve quelques-uns à s'émouvoir de ce fléau, rares sont ceux qui joignent les actes à la parole. L'indignation n'est pas un sentiment partagé. Comment pourrait-il en être autrement du moment que l'outrecuidance, la déviance, le système D, l'obséquiosité, la corruption, sont des traits largement diffusés dans les esprits, profondément intériorisés ? Un tel espace public est de toute évidence malade de lui-même. L'impuissance à juguler cette hémorragie des normes et des valeurs morales atteste bien que le mal est profond. Comment expliquer ce désordre, ce chaos ? ■